



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA

B.P. 89

ZI BRIERES LES SCELLES

91150 Étampes

Références : UiD257090/SPR/MV/2024-0712A

Code AIOT : 0005901214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement FAURECIA implanté 17 rue de la Forge - BP 69 70200 Magny-Vernois. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 PFAS ainsi que dans le cadre de la mise en demeure du 25/10/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA
- 17 rue de la Forge - BP 69 70200 Magny-Vernois

- Code AIOT : 0005901214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le groupe FORVIA est un des leaders mondiaux dans les trois activités qu'il exerce : sièges d'automobiles, systèmes d'intérieur et technologies de contrôle des émissions. Il dispose à l'échelle mondiale de 300 sites, dont centres de R&D, et emploie plus de 100 000 personnes.

Le site de Magny-Vernois existe depuis plusieurs décennies et emploie actuellement environ 270 personnes et de nombreux intérimaires.

L'activité du site est la fabrication de mousse de siège automobile en polyuréthane par réaction chimique, en moule, de polyol et d'isocyanates (MDI et TDI).

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Son fonctionnement est autorisé et encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 70-2020-11-10-021 du 10 novembre 2020.

L'activité de fabrication de mousse PU relève de la rubrique 3410 de la nomenclature des ICPE, avec une fabrication industrielle de 40 t/j sur 3 lignes de production, et de la rubrique 3670 avec une consommation annuelle de solvants de 266 t/an. Il est classé Seveso bas en raison de la quantité de substances dangereuses susceptible d'être présente dans les installations.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a transmis par voie électronique le 05/06/2024 un porter à connaissance relatif aux modifications des conditions d'exploiter du site, ainsi qu'une notification de cessation partielle d'activité pour la rubrique 4726.

Le porter à connaissance fera l'objet d'une instruction ultérieurement. Toutefois l'inspection des installations classées tient à souligner le fait que **le passage du seuil de l'autorisation pour la rubrique 4726 au seuil de la déclaration ne constitue pas une cessation d'activité mais une modification des conditions d'exploiter associée à un changement de régime. Cette modification doit faire l'objet d'un porter à connaissance, et l'exploitant doit notamment se positionner vis-à-vis de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/10/2007 pour la rubrique 4726.**

L'inspection précise également que l'activité 4726 ayant été exploitée sous le régime de l'autorisation, en cas de cessation d'activité de celle-ci, c'est-à-dire le passage à un régime non classé, la procédure de cessation d'activité à appliquer sera bien celle de l'autorisation et pas simplement celle de la déclaration.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'analyse		
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Mise en demeure – moyens de secours contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 25/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite d'inspection que l'exploitant a réalisé les campagnes de suivi PFAS et a mis en place des moyens de lutte contre l'incendie permettant un retour à la conformité vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/10/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite ne pas utiliser, produire ou traiter des substances PFAS. Le recensement a été effectué au travers des fiches de données et sécurité et de l'inventaire des produits chimiques. Cet inventaire contient le numéro CAS pour chaque produit présent ou ayant été utilisé au sein des lignes de production ou des lignes R&D. Une colonne « Substance PFAS » a été ajoutée à l'inventaire permettant de déterminer la présence de PFAS. Aucune coche n'est présente dans cette colonne.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse des substances PFAS au niveau des 3 points de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le site ne dispose pas de point de rejet d'eaux industrielles. Par ailleurs, il a indiqué ne pas utiliser de mousse d'extinction incendie.

L'exploitant a transmis via l'application GIDAF, les 3 rapports de campagnes d'analyses PFAS réalisés par l'APAVE en novembre, décembre et janvier 2024 respectivement référencés 100156168-001-1, 100251312-001-1 et 100251313-001-1. Ceux-ci indiquent que les analyses ont été réalisées au niveau des points de rejets D2, D4 et D5. Les paramètres suivants ont fait l'objet d'analyse : Fluorures, carbone organique total, MES, DCO, PFOS, AOF, PFOA, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFNA, PFDA, PFYnA, PFDoA, PFTrDA, PFHxS, PFHpS, PFNS, PFDS, PFUnDS, PFDoDS, PFTrDS, PFPeS, PFBS, sommes des perfluorés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les prélèvements ont été réalisés par APAVE Exploitation France et les analyses ont été réalisées par Eurofins Hydrologie Est SAS qui dispose de l'accréditation COFRAC n°1-0685 pour l'analyse de 20 PFAS obligatoires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 rapports de campagne d'analyse réalisés par l'APAVE indiquent que les prélèvements ont été réalisés de manière ponctuelle lors d'un événement pluvieux. L'exploitant a justifié le prélèvement ponctuel par le fait qu'il s'agit de rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 rapports d'analyses indiquent une limite de quantification de 2 µg/L pour les AOF, et une limite de quantification de 100 ng/L par les autres PFAS.</p> <p>En revanche lorsqu'une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » n'est pas précisée, il est indiqué « <0,1 µg/L ».</p> <p>Par ailleurs, les résultats des campagnes d'analyse mettent en évidence :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Pour la campagne de novembre 2023 : la présence d'AOF aux points de rejet D4 et D5 (2,4 µg/L et 2 µg/L) - Pour la campagne de décembre 2023 : la présence d'AOF au point de rejet D2 (2,5 µg/L) et de PFOS au point D4 (0,14 µg/L) <p>L'exploitant s'est interrogé sur l'origine de la présence d'AOF et de PFOS lors des campagnes d'analyse mais s'agissant de rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées, provenant des toitures et des aires de voiries et parking, il n'a pas été en mesure de déterminer leur provenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
Constats : <p>Les résultats de la campagne d'analyse de novembre et de décembre 2023 ont été transmis le 6 février 2024 sur l'application GIDAF et les résultats de la campagne de janvier 2024 ont été transmis sur l'application GIDAF le 28 février 2024.</p> <p>Les 3 rapports mentionnent les observations éventuelles, les conditions de prélèvements, l'accréditation COFRAC du laboratoire d'analyse et les méthodes analytiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en demeure – moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en demeure – moyens de secours contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>La société FAURECIA exploitant une installation de production de mousses pour les sièges d'automobiles sise 17 rue de la Forge sur la commune de MAGNY-VERNOIS est mise en demeure de respecter : [...] dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre susvisé.</p>
Constats : <p>L'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2020 mentionne que :</p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toutes circonstances, notamment : 7 poteaux incendies normalisés NFS 61-213, débitant 60 m³/h. Un débit de 60 m³/h en simultané sur 4 hydrants, sous une pression de 1 bar est demandé. [...] »</p>

La visite d'inspection du 25/08/2023 avait mis en évidence que « L'exploitant a mené plusieurs investigations, y compris avec le délégataire gestionnaire du réseau public d'eau potable pour assurer le débit minimal de 60 m³/h sur 4 hydrants simultanés. Toutefois la dernière mesure réalisée le 13/07/2023 montre que ce débit n'est toujours pas atteint en simultané. Ce point est toujours non-conforme. »

L'exploitant a transmis le 05/01/2024 un porter à connaissance relatif à la modification des conditions d'exploiter concernant les moyens de défense et de lutte contre l'incendie. Il est indiqué que les dernières vérifications périodiques réalisées sur les poteaux incendie révèlent que les débits enregistrés sur les hydrants lors de l'ouverture simultanée de quatre d'entre eux ne sont pas conformes aux normes établies et propose la mise en place d'une bâche incendie d'une capacité de 480 m³ dotée de quatre poteaux d'aspiration comme mesure compensatoire.

L'exploitant a également transmis le 14/02/2024 le calcul D9 indiquant un débit requis de 720 m³/h. Avec la mise en place de la bâche incendie de 480 m³, en complément des moyens déjà présents le site disposera au total de 840 m³/h.

L'avis du SDIS a été sollicité et un avis favorable a été émis lors des réunions du 31/01/2024 et du 14/02/2024.

Considérant l'ensemble de ces éléments, l'inspection des installations classées est favorable à la mise en place d'une bâche incendie d'une capacité de 480 m³ dotée de quatre poteaux d'aspiration comme mesure compensatoire. Les prescriptions seront mises à jour en conséquence et cela notamment dans le cadre du porter à connaissance transmis le 05/06/2024.

Il a pu être constaté lors de la visite sur site, la mise en place effective de la bâche d'un volume de 480 m³ avec quatre poteaux d'aspiration.

La mise en demeure peut-être levée concernant les dispositions prévues à l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2020.

L'inspection tient à souligner que l'autre point de la mise en demeure concernant le suivi des équipements sous pression avait déjà été levé lors de la précédente visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure